

Association CENTRE SOCIAL DOU BOUCAOU

**1 AVENUE JULES FERRY
64 340 BOUCAU**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

- **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**Association Centre Social Dou Boucaou
1 avenue JULES FERRY
64 340 BOUCAU**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

A l'assemblée générale de l'association Centre Social Dou Boucaou,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Centre Social Dou Boucaou relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession des commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III.- JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe expose les principes et conventions générales appliqués, et relatifs notamment aux autres créances, détaillées dans les notes sur le bilan actif présenté en annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par l'association au titre des autres créances et décrite dans les notes précitées de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

IV – VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Président et de la Trésorière et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V – RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



VI – RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BASSUSSARRY, le 28 mars 2024

Pour le Cabinet d'Audit Christian SABAROTS
Commissaire aux comptes



Arantxa HARISTOY
Cogérante
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	2 746	2 746		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	39 596	19 468	20 128	2 164
Autres immobilisations corporelles	294 585	149 535	145 050	169 845
Immobilisations financières				
Participations	76		76	76
Total I	337 002	171 749	165 254	172 084
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 320		2 320	999
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	33 603	2 474	31 129	46 615
Autres créances	362 775		362 775	343 584
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	375 317		375 317	299 300
Charges constatés d'avance	9 177		9 177	8 003
Total II	783 191	2 474	780 718	698 500
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 120 194	174 222	945 972	870 585
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



**commissaire
aux comptes**

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	215 711	215 711
Report à nouveau	187 585	104 253
Excédent ou déficit de l'exercice	32 158	83 331
Situation nette (sous-total)	435 453	403 296
Subventions d'investissement	93 543	89 076
Total I	528 996	492 372
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	6 000	
Provisions pour charges	110 966	97 589
Total III	116 966	97 589
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	30 415	40 287
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	66 622	55 895
Dettes fiscales et sociales	150 661	152 697
Autres dettes	17 319	10 285
Produits constatés d'avance	34 994	21 459
Total IV	300 009	280 624
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	945 972	870 585
(1) Dont à plus d'un an (a)	20 204	
Dont à moins d'un an (a)	279 805	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	211	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



**commissaire
aux comptes**

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	1 384 974	1 054 648
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	439 602	693 449
Ressources liées à la générosité du public	1 504	1 003
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	71 970	53 778
Autres produits	7 928	7 820
Total I	1 905 978	1 810 698
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	476 908	453 035
Impôts, taxes et versements assimilés	63 225	56 454
Salaires et traitements	1 049 604	949 436
Charges sociales	265 259	251 825
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	39 249	41 653
Dotations aux provisions	13 377	15 945
Autres charges	2 450	1 317
Total II	1 910 073	1 769 666
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-4 095	41 032
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	4 121	1 721
Total III	4 121	1 721
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	242	282
Total IV	242	282
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	3 879	1 439



**commissaire
aux comptes**

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-215	42 472
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	27 967	21 167
Sur opérations en capital	3 500	3 500
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	14 432	18 038
Total V	45 899	42 705
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	7 485	821
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 000	1 024
Total VI	13 485	1 845
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	32 414	40 860
Impôts sur les bénéfices (VIII)	41	
Total des produits (I+III+V)	1 955 998	1 855 124
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 923 840	1 771 793
EXCEDENT OU DEFICIT	32 158	83 331
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	176 617	135 738
Prestations en nature	282 769	278 516
Total	459 386	414 254
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	282 769	278 516
Personnel bénévole	176 617	135 738
Total	459 386	414 254



**commissaire
aux comptes**